ARXIU D'ETNOGRAFIA DE CATALUNYA, N. 6, 1988

# LA CHRYSALIDE ETOUFFEE. CRISES ECONOMIQUES, DEPOLULATION RURALE ET TRANSFORMATION DES GROUPES DOMESTIQUES DANS UN VILLAGE DU VAUCLUSE (1836-1946)

Christian DEVERRE Institut National de la Recherche Agronomique Les études rurales ont connu en France à la fin des annés 1970 un tournant assez paradoxal. La disparition de la société paysanne telle qu'elle s'était imposée aux siècles précédents semblait ouvrir la voie aux synthèses, à la présentation «définitive» du chemin par lequel «ce monde que nous avons perdu» (pour reprendre le titre du livre de Peter Laslett) s'est transformé en un simple secteur de la société industrielle. Ne citons, aprés le travail pionnier de H. Mendras (La fin des paysans), que l'Histoire de la France Rurale, l'Histoire des paysans français ou la traduction française de l'ouvrage d'E. Weber, La fin des terroirs. Globalement, et avec des nuances selon les auteurs, cette transformation apparaît comme l'effet déstructurant de la société nationale industrielle qui réduit un à un les singularismes territoriaux du monde paysan, gommant ses valeurs et pratiques spécifiques pour les remplacer par celles qui régissent les cités: universalisme, innovation, circulation des hommes et des biens...

Or, presque au même moment, de nouvelles pistes de recherche sur ce monde rural étaient ouvertes par des historiens et des ethnologues, mettant souvent en cause les idées reçues sur celui-ci et éclairant par là-même d'un jour nouveau les processus de transformation, à l'heure même où l'on

semblait les saisir avec précision.

Si les travaux de G. Duby ou E. Le Roy Ladurie avaient déjà mis à mal l'image d'un monde rural immobile, routinier, seulement touché par l'histoire à l'occasion de cataclysmes naturels ou guerriers, ceux de M. Agulhon, A. Corbin, pour ne mentionner qu'eux, ou des historiens de l'Université de Cambridge groupés autour de P. Laslett;² soulignant l'extrême diversité et souvent la «modernité» des structures sociales et familiales du secteur agraire ancien, lui restituent une dynamique et une autonomie qui ne furent pas le monopole des cités, avec lesquelles il a d'ailleurs entretenu depuis longtemps des relations intenses et loin d'être unilatérales (citons ainsi le déplacement massif de l'artisanat des villes vers les campagnes européennes à l'époque de la «proto-industrialisation»).

De son côté, la recherche anthropologique, qui a longtemps réduit son champ d'analyse de la parenté aux sociétés élémentaires, s'ouvre aux sociétés complexes. L'ouvrage de F. Héritier, L'exercice de la parenté marque à cet égard au niveau théorique un tournant capital. Cette nouvelle optique est alimentée par une quantité croissante de travaux qui, comme ceux de J. Goody (1985), jettent des ponts entre démarches historique et anthropologique: en France, le nombre de ces études est déja important (voir par exemple la bibliographie établie par D. Chevalier,

1985).

Il est prémature de vouloir dresser une synthèse de ces travaux, de mesurer leur contribution à l'analyse des tranformations des sociétés rurales françaises: leur nombre est encore trop réduit et surtout, «tradition» ethnographique oblige, une grande partie d'entre eux porte sur des collectivités «marginales», comme si l'on parvenait mal à chasser le goût de l'exotisme, même lorsque l'on interroge sa «propre» société. Les zones montagneuses et/ou «isolées» ont été souvent privilégiées. L'élargissement de la perspective est heureusement en cours et l'interêt se porte aujourd'hui autant sur la Bourgogne, la Normandie ou le Bassin Parisien que sur les isolats montagneux.

Un autre biais établi par la tradition ethnologique est qu'une fois établie l'existence, à un moment donné, de modèles de parenté, on n'en suit pas toujours les évolutions. Il est alors difficile d'évaluer dans quelle mesure cette matrice de l'organisation sociale qu'est la famille influe activement sur le sens des mutations des sociétés rurales ou au contraire

est subordonnée aux forces externes.

Ces recherches ont néamoins apporté de riches informations sur les différences régionales des formes d'organisation familiale du milieu rural, du passé comme de la période récente, contribuant à remettre en cause l'hypothèse souvent implicite de l'existence d'un seul et même système agricole familial français.

Cet article s'inscrit dans ce contexte méthodologique et théorique général, partie d'une recherche dont l'objectif est de saisir le rôle des différentes formes d'organisation familiale dans l'évolution de l'agriculture française, et de connaître en particulier les stratégies familiales mises en oeuvre pour affronter les crises et la capacité de chacune de ces formes d'accompagner -ou de susciter- de nouveaux systèmes et structures de production.

Les zones rurales de la basse vallée du Rhône présentent toutes les facettes des milieux physiques et des systèmes de production agricole de la France méditerranéenne. Mais au-delà de cette diversité, elles ont en commun d'avoir affronté depuis le milieu du XIXème siècle et jusqu'à nos jours une succession de crises qui ont profondément touché les bases de leur production marchande: crises sanitaires (vigne), économiques (garance, élargissement de la CEE) ou les deux à la fois (ver à soie, olives). Or, les réponses à ces crises ont engendré une grande variété de «micro-sociétés», allant des moins dynamiques et des plus exsangues (les Cévennes ou les Baronnies) aux plus actives et performantes (comme le Comtat), sans que l'on puisse affirmer que cette évolution ait été déterminée par les seuls facteurs du milieu: là, une société très structurée, au peuplement dense, s'est brutalement écroulée, alors qu'ici des étendues paludéennes toujours fuies par l'homme ont été mises en valeur par de grands efforts d'équipement (draînage, irrigation, structures de commercialisation et de transformation des produits...), devenant une des principales zones de production horticole et arboricole d'Europe, Ailleurs, la monoculture viticole ou céréalière transforme les paysages en véritables mers, alors que quelques kilomètres plus loin, le maillage dense des micro-exploitations borne l'horizon à une poignée de décamètres.

Il n'est évidemment pas question, pour rendre compte des origines de cette diversité, de se cantonner aux seules formes d'organisation des familles agricoles, de les isoler de celles des collectivités villageoises très actives dans ces régions de «sociabilité méridionale», ou de la structure sociale régionale où les relations entre producteurs agricoles, négociants, industriels et financiers se cristallisent en rapports de classes non réductibles à ceux de la «société nationale». Néamoins, dans une première approche, on peut analytiquement séparer ces niveaux d'observation.

Il est nécessaire par ailleurs, pour opérer des comparaisons entre micro-régions très différentes, de mettre au point une méthode d'analyse qui puisse être appliquée à plusieurs sites d'étude sans dépasser les capacités limitées des chercheurs qui l'utilisent. De ce point de vue, la source exploitée le plus souvent, l'Etat Civil, est trop lourde à manipuler sur un nombre important de communes et surtout non accessible pour la période récente. De surcroît, elle ne fournit pas d'informations sur les unités domestiques concrètes. Ces limites s'appliquent aux registres notariaux, qui ont aussi le défaut de ne concerner souvent que la fraction possédante de la population. Mon attention s'est donc portée sur les listes nominatives des recensements de population, disponibles en France pour la plupart des communes de 1836 à 1946. J'en ai réalisé l'exploitation exhaustive pour une commune du Vaucluse d'assez petite dimension (500 habitants à son maximum), afin de mettre au point la méthode d'analyse, de repérer les nécessaires sources complémentaires d'information et de dégager des hypothèses à tester sur d'autres sites.

Mon choix s'est porté sur Buisson, un village assez typique de la Provence intérieure, à l'écart du dynamisme commercial des communes des plaines du Comtat, mais aussi du complet naufrage économique et démographique de celles de montagne. Non pas un profil moyen, mais plutôt un exemple de cette «zone intermédiaire» de la Provence, qui peut offrir ensuite une base intéressante de comparai-

son.

Cette commune est située au nord du Vaucluse, assez éloignée des principaux centres urbains du département. Elle couvre 950 ha. s'adossant à une ligne de collines calcaires de 350 mètres d'altitude et s'étendant vers le nord jusqu'au lit de l'Aigues (affluent du Rhône) qui à cette hauteur forme une plaine alluviale riche, mais constamment menacée par les débordements. Le terroir est varié, avec les collines aux sommets couverts de bois (entre 250 et 300 ha., dont 180 communaux), les côteaux où s'étendent aujourd'hui les vignes et del plantations d'arbres fruitiers, naguère des cultures de blé, des mûriers et des oliviers, où se dressent les fermes en écarts portant chacune le nom d'une lignée, et la plaine arosée par un réseau local de canaux, dont l'habitant permanent est presque absent. Le village lui-même s'accroche à mi-pente, à 250 m. d'altitude, et présente l'aspect classique du petit bourg provençal aux rues étroites, aux hautes maisons serrées les unes contre les autres et aux cours petites ou inexistantes.

La majorité de la population active de la commune, du XIXème siècle à nos jours, s'appuye sur l'agriculture pour subvenir à ses besoins. Au fil des recensements apparaissent peu d'artisans ou de commerçants spécialisés (ils sont en général propriétaires de quelques parcelles de terre) et seuls le curé et l'instituteur semblent extérieurs à la production agricole. Aujourd'hui, selon le recensement de 1982, sur une population active de 69

personnes, 41 sont employées dans la commune, dont 37 dans l'agriculture.

La propriété du sol est largement diffusée, à défaut de l'être équitablement. Peu de ménages résidents en sont dépourvus, quelques familles (une dizaine au maximum de 1836 à 1946) de fermiers et de métayers qui louent les terres des propiétaires-rentiers de la commune (la plupart forains) et que n'y séjournent que peu de temps (entre 3 et 9 ans), ne s'y fixant que lorsqu'ils acquièrent eux-mêmes une parcelle. Parmi la majorité des propriétaires-exploitants directs, on peut cependant distinguer deux catégories: ceux qui disposent des domaines stables des écarts, dont les superficies ne sont pas très importantes,3 mais dont l'unité est garantie par un système de transmission à un seul héritier, et les habitants du village groupé, parents des premiers, dont les possessions sont plus réduites et morcelées. Le système d'héritage marque ainsi de son empreinte le terroir. Les uns comme les autres néamoins ont dû avoir recours, pour assurer la subsistance de leurs ménages, à des formes très diversifiées et intensives d'activités, sur un terroir assez pauvre si l'on exclut les quelques terres arrosées de la plaine de l'Aigues, les plus fractionnées.

## 1) Crises économiques et dépopulation rurale

Comme les autres communes rurales du Vaucluse, Buisson connait dans la première moitié du XIXème siècle une intensification et diversification de l'exploitation de son terroir. D'abord par l'adoption de cultures permettant la réduction des jachères et une meilleure mise en valeur des terres arrosables (pommes de terre, luzerne, trèfle, sainfoin); mais surtout par le développement de productions et activités induites par la demande croissante de matières premières de la part de l'industrie textile nationale et européenne: la culture de la garance, qui produit un colorant rouge dont les indiennages sont de grands consommateurs et dont le Vaucluse devient à cette époque le principal producteur mondial, et l'education des vers à soie, stimulée dans le sud de la France par l'expansion des soieries lyonnaises.

Cette intensification de l'activité productrice agricole et para-agricole ne s'accompagne cependant pas, comme l'a noté C. Mesliand (1980), d'une spécialisation: elle se superpose à l'éventail des productions antérieures (blé, vigne, olivier, élevage ovin et porcin) qui continuent à occuper la majeure partie du territoire cultivé. Mais si les nouvelles cultures de pommes de terre et, indirectement, de fourrages (permettant un troupeau ovin plus important) ne contribuent qu'à l'augmentation de la consommation alimentaire des ménages (elles ne font pas l'objet de commerce hors de la commune), les travaux liés à l'approvisionnement de l'industrie textile amènent l'ouverture aux échanges d'une économie locale encore largement autoconsommatrice. Les racines de garance et les cocons sont vendus à des négociants de la région et ces productions requièrent des achats sur le marché: graines de ver à soie et tourteaux des huileries marseillaises pour l'amendement des terres à garance.

#### BUISSON 1862

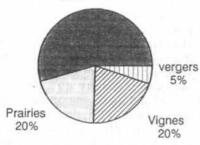
## DISTRIBUTION DE LA SUP. AGRIC. UTILISEE

(sup. agric. cultivée totale = 501 ha)

source: Enquête agricole de 1862.

AM Vaison L.R. 5F

Terres labourables 55%



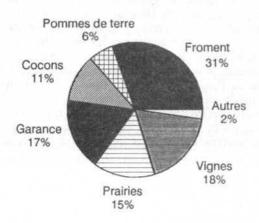
#### BUISSON 1859

#### RESSOURCES AGRICOLES

(productions animales exclues)

Source: Statistique agricole

AM Vaison L.R. 5F



De pair avec l'intensification et la diversification économiques, Buisson connait une forte croissance démographique, à la fois produit et nécessité des nouvelles activités. Si celles-ci, en augmentant la quantité des biens alimentaires disponibles et des revenus monétaires pour en acquérir davantage (au milieu du XIXème siècle, on «importe» du blé), permettent à une population plus nombreuse de vivre sur un territoire exigu, 4 elles sont de grosses consommatrices de main d'oeuvre: le défonçage des terres à garance (et de celles consacrées aux pommes de terre) et l'arranchage des racines, sans charrues et trains de bétail adaptés à ces tâches, demandent un travail manuel très important, tandis que l'élevage des vers à soie, concentré sur quelques semaines, mobilise l'ensemble des forces disponibles, et surtout celles des femmes et des enfants.

En l'absence de données sur la fin du XVIIIème et le début du XIXème siècles, il ne m'est pas possible de savoir si cette croissance démographique est liée à une augmentation de la fécondité des ménages. L'immigration en provenance des zones pré-alpines proches a sans doute joué un rôle dans cette expansion, mais surtout le développement intensif de la production et des relations marchandes a permis à des jeunes gens exclus de la succession patrimoniale de fonder sur place leurs propres ménages, lors même qu'ils ne pouvaient prétendre qu'à des «légitimes» ou à des dots modestes: de 1836 à 1872, date du maximum démographique, le nombre de ménages résidents a cru de 25%, de pair avec la population, celui des

ménages conjugaux avec enfants augmentant même de 37%.

L'expansion du nombre des ménages et l'intensification du travail provoquent un fractionnement des exploitations et des propriétés, limité cependant par le maintien de pratiques de succession préférentielle.

Mais si les années 1850 ont été pour le Vaucluse celles de la prospérité. celles qui vont suivre, jusqu'à la fin du siècle, plongent la région dans une conjoncture de calamité généralisée: tour à tour, puis conjointement, les productions qui étaient à la base de la diversification et de l'intensification économiques des zones rurales, ainsi qu'un des piliers de l'économie antérieure, la vigne (dont la vente des produits n'était alors que marginale), vont être touchés par des crises sévères. En 1854, un première maladie des vers à soie s'abat sur la région, la pébrine, vite accompagnée de tristes compagnes, la flacherie et la muscardine; la même année, l'oidium attaque les vignes; à peine celui-ci jugulé avec difficulté, apparaît en 1866 un ennemi plus redoutable, le phylloxéra; en 1867, c'est une découverte technologique, l'alizarine de synthèse, qui entraîne la disparition de la garance dans le Vaucluse: en 10 ans, plus de 10,000 ha, de garance son abandonnés, réduisant les revenus d'au moins autant de travailleurs. Si les recherches entreprises par Pasteur sur les maladies du ver à soie aboutissent vers 1874, la production rhodanienne de cocons doit alors affronter une crise commerciale due à la concurrence de la soie d'Extrême Orient et aux difficultés de l'industrie soyeuse face au développement des autres textiles. Le remède au phylloxéra est enfin trouvé vers 1880 avec l'introduction des porte-greffes américains, mais les replantations qu'il nécessite sont très onéreuses et ne peuvent être practiquées que lentement par des agriculteurs appauvris (sur le développement de ces crises, cf. C.Mesliand, op. cité).

Les enquêtes agricoles des années 1850-1860 témoignent d'une stratégie typiquement «d'économie paysanne» (au sens de Chayanov) adoptée par les ménages pour faire face à ces calamités: l'intensification de l'effort productif. On tente de compenser les pertes subies dans les élevages de vers à soie par la croissance des graines mises en éducation: en 1853, on en élève à Buisson 195 onces, qui rendent 22 kg de cocons par once; en 1859, ce sont 225 onces, mais plus que 8 kg par once; et en 1862 400 onces avec un résultat un peu meilleur de 12 kg par once. La croissance des mises en éducation provoque une vive hausse du prix des feuilles de mûriers (devenus insuffisants: on en plante 180 en 1858, 150 en 1859), de 5 centimes le kg en 1858 à 10 c. en 1862, et de celui de la graine (12 Francs l'once en 1858, 15 F. en 1862), tandis que le kilo de cocons, en raison de la médiocre qualité, stagne à 5 F. (d'après les documents de base de la Statistique agricole annuelle, Archives Communales de Vaison-la-Romaine, 5F.).

Il s'agit là du domaine, l'éducation des vers à soie, où la réponse intensificatrice est la plus nette, car c'est le plus flexible: c'est l'intensification du travail qui est à l'oeuvre, le territoire cultivé ne pouvant pas être étendu dans une telle mesure. Il est néanmoins davantage sollicité: les jachères régressent de 148 ha. en 1853 à 40 en 1862, au bénéfice de pâturages et prés de fauche, de pommes de terre et de choux. Les vignes qui sont arrachées face aux attaques du phylloxéra sont tenacement re-

plantées, la plupart du temps en vain.

Cette fuite en avant dans l'intensification 5 explique en partie le fait que la population locale ne subit pas immédiatement le contrecoup des difficultés économiques: après une légère baisse au début de la crise (5% de 1851 à 1861), elle reprend même de 1861 à 1872, au plus fort du marasme (plus 10%). Ce phénomène surprenant, différent d'autres zones rurales du Vaucluse qui enregistrent des pertes dès 1856, tient également au fait que, dans le climat général de crise, certains villages aux productions diversifiées jouent une fonction de refuge que ne peuvent assurer les villes de la région, touchées profondément elles aussi, tandis que les campagnes naguère les plus riches (et aussi plus spécialisées: les plaines où la garance occupait une part essentielle du terroir et où on en revient à la culture extensive des céréales) ne peuvent encore offrir des alternatives au chômage. La croissance de la population locale n'est pas tant liée à cette époque à un excédent des naissances sur les décès (de 1861 à 1872, il ne contribue que pour un quart à celle-ci) qu'à un freinage des départs des enfants, à une immigration nette de nouveaux ménages et au retour de nombreux natifs de Buisson partis dans les zones rurales plus riches à l'époque de la prospérité.

Mais cette croissance de la population <sup>6</sup> prend fin en 1872, et on entre alors pour plus de 50 ans dans un mouvement de baisse rapide, dû pour l'essentiel, jusqu'à la fin du siècle, à un solde migratoire négatif: ménages entiers comme enfants quittent le village qui n'accueille plus en retour que très peu de nouveaux résidents. Cet exode est encouragé par l'ouverture de foyers d'emplois salariés dans les zones urbaines de la grande région (Lyon et Marseille où les travaux de construction sont très actifs), les centres miniers des Cévennes et les grands chantiers de construction de canaux

entrepris par l'Etat pour répondre à la crise agricole. Les forces de travail de Buisson sont d'autant plus prêtes à se «libérer» que, localement, les limites de l'intensification paraissent atteintes, que le marché des cocons subit fortement la concurrence et que le blé à son tour est touché par la crise commerciale@internationale des années 1880, tandis que la reconstitution rapide du vignoble français conduit aux crises de surproduction du début du XXème siècle.

Cependant, tandis que le capitalisme en expansion draîne ces forces vives, la recherche locale de nouvelles formes d'emploi d'un travail devenu surabondant ne s'arrête pas. Mais elle devient plus difficile et précaire: profitant de la construction des chemins de fer et de l'organisation dans le sud du Vaucluse de la commercialisation rapide des productions maraîchères et fruitières vers les centres urbains et l'Europe du Nord, les agriculteurs de Buisson, délaissant la culture du blé et provisoirement celle de la vigne, plantent des pommiers et abricotiers dont ils écoulent avec difficulté les fruits sur les marchés peu organisés d'Orange et de Vaison-la-Romaine. Les vergers d'oliviers croissent malgré les risques de gel. On développe avec davantage de succès, sous l'impulsion de grainetiers de la région, des productions de graines fourragères et de plantes aromatiques (fenouil). Tandis que la production ovine se maintient, les petits élevages se multiplient: poules, pigeons et lapins.

Ces activités occupent une partie du temps de travail des femmes dont l'apport monétaire aux besoins des ménages, devenu essentiel avec la sériciculture, demeure important. Elles continuent tenacement l'élevage

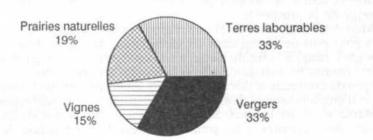
## BUISSON 1929

#### DISTRIBUTION DE LA SUP. AGRIC. UTILISEE

( sup. agric. cultivée totale = 475 ha)

source: Enquête agricole de 1929

(ADV 6M 394)



du ver à soie <sup>7</sup> et effectuent de nombreux travaux textiles à domicile pour des entrepreneurs des bourgs voisins: dévidage de soie, couture, tricot, tissage, cartonnage. Mais ces activités, avec la concentration industrielle, se tarissent peu à peu, privant les ménages des sources des revenus artisanaux de leurs femmes et de leurs filles: selon les indications (incomplètes) dees recensements, les ouvrières à domicile sont 20 en 1886, 27 en 1896, 24 en 1906, 14 en 1921, 6 en 1931. On n'en trouve plus aucune mentionnée en 1946.

Jusqu'aux années 1920, la diversification agricole et l'intensité du travail ne sont donc pas emportés par la dépopulation: en 1929, il reste à Buisson 70 exploitations agricoles sur un territoire cultivé de 475 ha (contre 107 sur 501 ha en 1862). Seules 7 d'entre elles ont plus de 20 ha et 53% ont moins de 5 ha (contre 63% en 1862). L'exode rural n'a pas

provoqué de concentration importante.

Mais malgré le maintien de certains de ses caractères structuraux, le système de production s'est transformé en profondeur: on est passé, de la période avant la crise à celle de l'entre-deux-guerres, d'une économie largement autoconsommatrice à laquelle s'étaient ajoutées des activités marchandes permettant la croissance de la population, à un système plus comercial, dans lequel la diversification se fait en fonction des orientations du marché au détriment des productions de subsistance qui avaient naguère permis au village de jouer un rôle de refuge face aux crises. La fermeture du marché à certaines productions et activités (cocons, artisanat à domicile, graines) entraîne dès lors une lente agonie démographique, tandis que s'impose la production «naturelle» du terroir (c'est à dire, dans une optique marchande, celle qui maximise le mieux l'usage commercial du sol): la vigne.

Si la vigne a toujours fait partie des systèmes de production des campagnes provençales, la commercialisation du vin ne constituait pas, à de rares exceptions près, une source importante de revenus: le matériel local de vinification était rudimentaire, les capacités de stokage limitées, les cépages médiocres et la majeure partie du vin produit sur place était autoconsommée. Quelques négociants, disposant d'installations plus importantes, achetaient des raisins qu'ils vinifiaient eux-mêmes et dont ils écoulaient le produit sur les marchés urbains des environs. Les vignes étaient plantées sur les terres pauvres, celles qui ne convenaient pas au blé et aux mûriers, et ne faisaient pas l'objet de soins très attentifs.

A partir de 1920, une demande plus forte de vins de qualité apparaît et les négociants du Lyonnais et du Mâconnais s'intéressent alors aux raisins de la vallée du Rhône. Le train permet leur transport rapide vers le nord (on en exporte même en Allemagne) et les producteurs sont encouragés à planter des cépages de qualité. La production viticole devient ainsi une

activité commerciale de première importance.

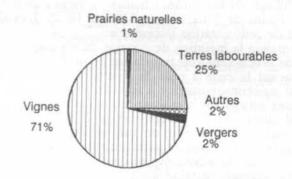
Mais le développement viticole représente, par rapport aux productions qu'il remplace (et non auxquelles il se superpose), un élément d'extensification (le travail nécessaire y est beaucoup moins important) et il s'inscrit dans le cadre de l'hémorragie démographique qu'a subie la commune depuis 50 années. Cette voie apparaît comme la seule compatible avec une économie de plus en plus commerciale, mais où les forces de

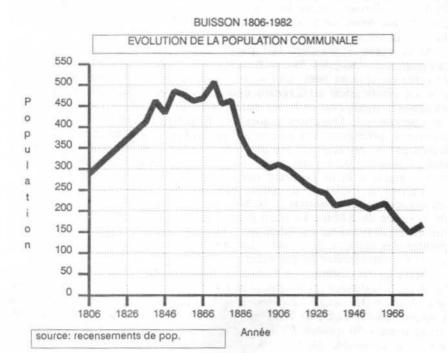
#### BUISSON 1980

## DISTRIBUTION DE LA SUP. AGRIC. UTILISEE

( sup. agric. cultivée totale = 261 ha)

source: RGA 1979-80.





travail ne sont plus suffisantes pour faire face à des productions plus intensives.

L'expansion viticole est aussi une spécialisation. Elle induit la dépendance des producteurs par rapport à une seule catégorie de négociants et lie étroitement leur revenu à un marché fragile et spéculatif, celui des raisins de cuve. Les fluctuations en sont importantes, les abus du négoce nombreux. Ce nouveau système productif ne se stabilise qu'avec l'organisation des producteurs face aux négociants et surtout leur équipement en matériel de vinification. Avec la loi de 1927 sur les appellations d'origine et la création en 1929 du Syndicat Général des Vignerons des Côtes du Rhône, un cadre juridique est établi qui favorise l'auto-organisation des producteurs. En 1939 est créée la Coopérative Viticole de Buisson et Villedieu. La suprématie de la vigne est dès lors assurée, les autres productions, blé, olives et moutons, disparaissent lentement, et ne subsistent à côté de la vigne que quelques plantations maraîchères sur les terres irriguées.

## Les composantes de l'évolution démographique

L'évolution démographique de Buisson entre 1806 et 1982 apparaît au premier regard assez classique: après l'essor du nombre des résidents au début du XIXème siècle, la dépopulation frappe le village après 1872 et s'accélère à la fin du siècle; a partir de 1900, la baisse est freinée, tout en restant régulière. Ces dernières années, le mouvement s'inverse et la commune recommence à voir le nombre de ses habitants croître. Il ne représente pourtant en 1982 que 40% de celui de 1936 et 33% de celui du maximum démographique de 1872.

On a souvent tendance à baptiser hâtivement d'«exode rural» le mouvement de dépopulation des petites communes et à n'attribuer leur croissance qu'au seul effet du solde naturel démographique. Les travaux de démographes et d'historiens <sup>8</sup> ont pourtant montré que l'évolution d'une population locale pouvait tenir à une multiplicité de causes ne se réduisant pas aux deux précédentes et recouvrir des phénomènes très divers. Sans atteindre la précision obtenue par les méthodes de la démographie historique, l'utilisation des listes nominatives des recensements permet

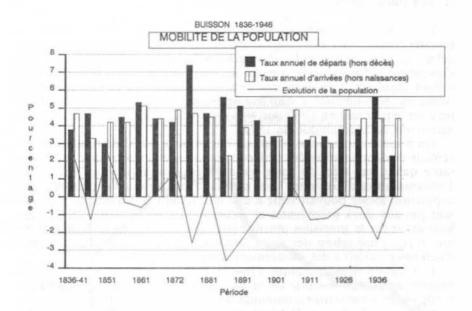
d'identifier l'origine des mouvement démographiques.

L'évolution démographique s'inscrit dans un contexte général et permanent de grande mobilité de la population. L'image d'une population rurale vissée à son terroir communal, à l'horizon borné par son clocher, ne quittant son village avec déchirement que pour aller gonfler les rangs des couches urbaines modestes, n'est ici comme dans d'autres régions qu'un mythe sans fondements. A chaque recensement (tous les 5 ans), c'est au moins un quart de la population communale qui se renouvelle. Dans ce mouvement, on intégre bien sûr les flux naturels des naissances et des décès, mais si on les retranche, on arrive néanmoins à des taux de mobilité importants, presque toujours supérieurs à 3% par an, généralement plus de 4%, soit plus d'un cinquième de la population en 5 ans. 9 Ces taux restent élevés même lorsque le mouvement général va en sens contraire: ainsi

BUISSON. 1836-1946

## MOBILITE DE LA POPULATION (decès et naissances inclus).

	Départs	Arrivées		Départs	Arrivées
1836-1841	26 %	34 %	1886-1891	34 %	25 %
1841-1846	28 %	23 %	1891-1896	26 %	22 %
1846-1851	21 %	30 %	1896-1901	25 %	21 %
1851-1856	29 %	27 %	1901-1906	29 %	31 %
1856-1861	34 %	31 %	1906-1911	26 %	21 %
1861-1866	30 %	31 %	1911-1921	46 %	38 %
1866-1872	35 %	40 %	1921-1926	29 %	27 %
1872-1876	36 %	28 %	1926-1931	28 %	26 %
1876-1881	28 %	29 %	1931-1936	35 %	26 %
1881-1886	33 %	18 %	1936-1946	46 %	48 %
			the second		



quand la population augmente, les taux de départs ne fléchissent que peu, et les taux d'arrivées (incluant les retours) peuvent se maintenir à des niveaux élevés lors même que la population baisse (entre 1872 et 1876, malgré une baisse de la population au rythme de 2,6% par an, le taux d'arrivées est de 4,7%).

Six flux, souvent simultanés, apparaissent constitutifs de cette mobi-

lité permanente, y contribuant diversement selon les périodes:

a) le mouvement des *enfants des ménages résidents*, le plus intense, tend à être orienté au départ, ce qui n'exclut pas des retours après quel ques années. Il affecte un peu plus les filles que les garçons (227 départs contre 204 de 1836 à 1946). Ce mouvement et cet excédent sont liés en partie aux échanges matrimoniaux, à orientation virilocale (sur la période, les mariages locaux avec des conjoints extérieurs à la commune se sont faits à 70% par l'arrivée d'une femme), mais pas uniquement, surtout pour les garçons: outre qu'un déficit permanent est enregistré au détriment de Buisson, l'âge moyen du départ des garçons est toujours inférieur de 7 à 8 ans à celui de l'âge moyen du mariage des hommes (alors qu'ils sont assez proches chez les jeunes filles, sauf dans la période des grands départs de la fin du siècle). Cet écart masculin, qui s'acompagne au XIXème siècle de retours assez nombreux après 5 ou 10 années, suggère que les garçons quittent le village pour aller trouver un emploi ailleurs beaucoup plus que s'y marier, du moins immédiatement.

b) l'arrivée de *conjoints* venant d'autres villages compense en partie ce départ des enfants. De 1836 à 1946, 73% des unions l'ont été avec un conjoint extérieur (à majorité féminine et cette exogamie villageoise est devenue plus importante au fil des années avec la dépopulation qui réduit le «marché matrimonial» local. Ces conjoints viennent en général de villages proches: en 1872, les couples composés d'un conjoint entérieur ont recruté celui-ci à 59% dans un rayon de moins de 10 km et seulement 18% dans un rayon de plus de 20 km; en 1906, l'aire matrimoniale ne s'est pas élargie: 63% des conjoints extérieurs viennent de moins de 10 km, et

17% de plus de 20 km.

c) le mouvement des domestiques forme jusqu'en 1876 un élément assez important de la mobilité de la population. Je n'ai pas mentionné cette catégorie sociale dans la présentation des rapports de production. Pourtant, ils constituent jusqu'en 1872 entre 5 et 8% de la population et environ 10% de la population active. Cet «oubli» vient du fait que leur nombre n'excède que rarement un par ménage et qu'ils témoignent plus d'un mode familial de gestion de la force de travail que d'un système économique de salariat. Les domestiques sont jeunes (de 12 à 20 ans), célibataires, ne restent pas plus de 5 ans à Buisson (ou alors ils s'y marient, fondant leur ménage ou rejoignant une famille résidente, perdant leur statut subordonné) et remplacent parfois dans les fermes un enfant parti pour quelques années hors du village. Nous sommes sans doute en présence ici du phénomène de circulation sociale que P. Laslett a qualifié de life cycle servant, étape initiatique de la vie des jeunes gens (plus souvent garçons) leur permettant d'acquérir hors du cadre familial les connaissan-

ces et valeurs qu'ils devront mettre en oeuvre lorsqu'ils y reviendront prendre des responsabilités ou qu'ils fonderont leur propre maisonnée. 10 La circulation des domestiques double donc en quelque sorte celle des enfants des ménages qui, pour une partie d'entre eux, vont se placer dans des familles amies ou alliées de villages proches. Après 1876, tandis que s'accélère le départ sans retour des enfants, le nombre des domestiques diminue rapidement. Ils sont désormais apprentis des artisans à temps partiel du village, maréchal-ferrand, maçon, boulanger et meunier (maintien de la tradition de formation), et quand ils continuent à servir dans des fermes, ils sont nettement plus âgés. Ils viennent aussi de plus loin; alors qu'en 1872 65% sont originaires de villages de moins de 10 km, en 1906 les deux tiers viennent de plus de 20 km, dont une majorité de Marseille. Mais ils sont peu nombreux et l'usage de force de travail salariée permanente n'a pas été un trait constitutif des rapports de production de Buisson (en 1980, on ne comptait qu'un seul salarié agricole permanent pour 28 exploitations).

d) sans être une aire de maternité de substitution comparable à des zones comme le Morvan, Buisson accueille au XIXème siècle un certain nombre de nourrissons et d'enfants trouvés placés par les hospices de la région. Les ménages modestes du village en hébergent fréquemment après la naissance d'un enfant. Cette activité était pratiquée pour gagner de l'argent et non pour gonfler la force de travil, puisqu'ils n'ont jamais plus de 5 ans et ne restent pas dans les ménages au-delà de cet âge. Leur

nombre devient insignifiant après la fin du siècle.

e) on assiste au contraire après la crise des années 1860-70 à l'arrivée dans les ménages d'un nombre croissant de parents et alliés: petits enfants, neveux, père, mère, frère ou soeur veufs, signe de la désorganisation sociale qu'entretiennent les difficultés économiques. Les ménages deviennent des lieux de refuge pour les jeunes enfants ou les personnes âgées dont les groupes domestiques d'origine ne peuvent continuer à assurer la subsistance ou ont sombré dans la chûte de la fécondité. Cette capacité

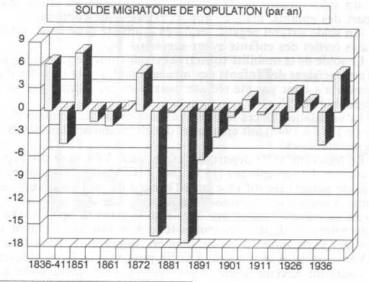
d'accueil se maintient jusqu'en 1946.

f) la mobilité de la population est assurée enfin par un flux d'arrivées et de départs de ménages constitués. Ce mouvement est avec celui des enfants le plus important et recouvre deux catégories de groupes domestiques: les jeunes ménages d'enfants non héritiers quittant Buisson après leur formation autonome (à la fin du siècle, certains ménages plus âgés partent aussi, mais c'est peu courant) ou y reviennant s'installer après avoir quelques années tenté leur chance ailleurs; et ceux, plus importants en nombre de personnes, dont les parents sont plus àgés, souvent complexes, des métayers et fermiers. J'ai mentionné la rapidité de rotation des tenures louées et on assiste sur les fermes et métairies tout au long de la période à una noria de ménages, pourvus souvent de nombreux enfants. Leur aire de recrutement est réduite, mais tend à s'élargir au XXème siècle: en 1872, 72% de leurs membres sont originaires d'un rayon de 10 km, alors qu'en 1906 ils ne seront plus que 31% venant de plus de 20 km. A partir de 1921 arrivent quelques ménages italiens, métayers ou artisans (macons), mais la proportion d'étrangers est restée faible à Buisson: 5,2% au maximum en 1926 et 1936 (2 personnes sur 168 en 1982).

BUISSON. 1836-1946 MOUVEMENTS COMBINES DE POPULATION

	1836-1946	1836-1861	1861-1886	1886-1911	1911-1946
Naissances/Décès	- 60	+34	+40	-42	-92
Conjoints arrivés et enfants revenus/ enfants partis	-181	-42	-81	-35	-23
- dont hommes - dont femmes	-100 - 81	-21 -21	-46 -35	-20 -15	-13 -10
Nourissons	+ 4	+ 8	- 6	- 2	(=)
Domestiques	+ 4 + 6	+ 6	- 1	- 4	+ 5
Autres	+ 27	+11	+ 9	+ 2	+ 5
Ménages arrivés/ ménages partis.	+ 11	+29	-43	-11	+36
<ul> <li>dont parents et adultes</li> <li>dont enfants</li> </ul>	- 43 + 54	(=) +29	-34 - 9	-19 + 8	+10 +26
Indéterminés	+ 2	+ 3	- 1	- 1	+ 1
TOTAL	-191	+49	-83	-89	-68





#### BUISSON 1836-1946

# SOLDE NATUREL DE POPULATION (par an) 4 3 2 1 0 -1 -2 -3 -4 1836-411851 1881 1891 1901 1861 1872

Elaboré d'après les rec. de pop.

C'est en gardant à l'esprit cette mobilité permanente (en 1872, 43% des résidentees de Buisson n'y sont pas nés, et 51% en 1906) que l'on doit analyser les facteurs de la dépopulation. Globalement, de 1836 à 1946, celle-ci (-191 résidents) tient à deux causes principales:

-un solde négatif de la mobilité individuelle dû en premier lieu au

départ des enfants, malgré l'apport extérieur de conjoints;

-un solde naturel négatif, les décès ayant été superieurs aux naissances

locales (celles des enfants avant survécu).

Le solde de la mobilité collective est par contre légérement positif, avec un net excédent des enfants des ménages mobiles. la capacité d'accueil de Buisson n'a donc pas été réduite dans la même mesure que sa baisse démographique.

La ventilation de ces résultats globaux selon des périodes de 25 ans (35 ans de 1911 à 1946) fait apparaître des changements dans les mouvements

démographiques.

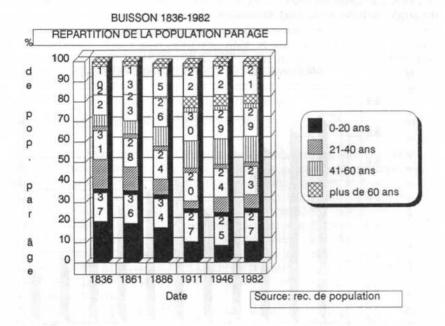
Le mouvement de départ des jeunes était à l'oeuvre dès l'époque de la croissance démographique (1836-1861). Il n'était même pas compensé par le solde naturel positif et c'est à l'accueil de nouveaux ménages et résidents, domestiques, nourissons et autres, que la population de Buisson devait sa vigueur. Après une accélération dans la période 1861-1886, le mouvement de départ des jeunes tend à se ralentir. Le mouvement des ménages varie quant à lui de manière importante: positif au début du XIXème siècle, il se renverse à sa fin pour se rétablir et redevenir positif au cours du XXème siècle. Mais c'est l'évolution du solde naturel qui retient l'attention: positif jusqu'en 1886, il devient ensuite de plus en plus négatif et dépasse largement la perte de population globale entre 1911 et 1946.

Le mouvement démographique repose donc sur la combinaison de trois éléments, agissant de manière variable selon les époques: le départ des enfants, constant mais au rythme irrégulier, loin d'être compensé par l'arrivée de conjoints extérieurs; le mouvement des ménages, très instable, sensible aux conjonctures économiques (la tendance est néanmoins que les ménages immigrants son mieux pourvus en enfants que les émigrants); l'evolution du solde naturel qui, structurellement, se renverse après 1886 et se creuse toujours davantage.

L'exode rural proprement dit (ou mieux l'exode communal, car rien n'indique que le flux se dirige uniquement vers les zones urbaines) est donc surtout à l'oeuvre à la fin du XIXème siècle, tandis que la baisse démographique postérieure est plutôt due à des phénomènes endogènes: le vieillissement de la population et la baisse de la fécondité des ménages

résidents. Buisson n'assure plus sa reproduction naturelle.

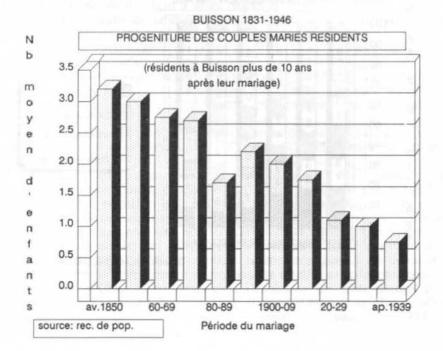
De 1836 à 1946, on observe un réduction régulière de la part de la population des 20 ans et moins, de 37% à 25%, tandis que celle des plus de 60 ans s'accroit de 10 à 22%. L'évolution des catégories intermédiaires accentue le phénomène: diminution de la part des 21-40 ans (31 à 24%) et augmentation de celle des 41-60 ans (22 à 29%).



Plusieurs causes sont à l'origine de ce mouvement, et d'abord la croissance de l'espérance de vie à l'âge adulte. Mais selon les «ages moyens minimaux de décès»<sup>11</sup> établis à partir des recensements, il ne semble pas qu'elle pèse d'un poids décisif. S'agissant des «décès sûrs», il y a certes une tendance à une plus grande durée de vie: elle n'est jamais supérieure à 59 ans pour les deux sexes avant 1901, alors qu'elle dépasse 7 fois sur 8, 60 ans de 1901 à 1946. Cela est surtout dû aux réductions des décès des jeunes femmes, des accidents lors des accouchements et du nombre des grossesses. Mais il ne semble pas que l'espérance de vie après 60 ans ait beaucoup augmenté de 1836 à 1946: elle est presque toujours supérieure à 70 ans, avec peu de différences selon les sexes. Or, ces décès sont plus nombreux, et l'allongement de la durée moyenne de vie entre donc pour une part secondaire dans le mouvement de vieillissement de la population.

La cause essentielle du vieillissement pour le début de la période (époques de la croissance démographique et du naufrage des années 1880) est le départ des jeunes gens qui creuse la classe des 21-40 ans et, indirectement, celle des 20 ans et moins, car il diminue le nombre des individus en àge de procréer.

Un autre facteur aggrave les effets du départ des jeunes: la réduction du nombre moyen de naissances dans les ménages résidents. Il passe de 3,2 pour les couples mariés avant 1850 à 1,1 pour ceux mariés entre 1920 et 1929. La baisse du taux de fécondité explique en grande partie le déficit du solde naturel et la part croissante des vieillards.



Compensant dans une faible mesure cette baisse de fécondité, notons la réduction, puis la disparition de la mortalité juvénile -celle que nous pouvons saisir à partir des recensements-: jusqu'en 1876, elle touche de 1 à 2 enfants par an, puis de 0 à 0,6 de 1881 à 1921 et elle est nulle après cette date.

La baisse de fécondité aurait eu des effets encore plus marqués sur la pyramide des âges si elle n'avait été contre-balancée en partie par l'arrivée des ménages mieux pourvus en enfants que ceux qui partent. Ces ménages immigrants sont souvent non propriétaires, au contraire des ménages «en continuité»: la propriété semble donc, à partir des années 1870-1880 un élément corrélatif de la baisse de la fécondité.

L'analyse des composantes de la dépopulation éclaire les relation entre l'évolution économique et celle des modéles démographiques. Le développement intensif du XIXème siècle s'accompagne d'un taux élévé de fécondité et d'une capacité d'accueil d'une population régionale mobile. Les crises de la fin du siècle, sapant les bases marchandes du système de production intensif, contribuent à la remise en cause des formes du développement démographique. Tandis qu'une vague de départs soulage les structures de production d'une population devenue en surnombre, la fécondité des ménages restant s'effondre et s'adapte en quelque sorte aux nouvelles dimensions économiques du terroir. Quels soient les moyens et les motivations intimes de cette baisse de fécondité (parmi lesquelles certainement un moral pessimiste), elle prépare l'extensification productive des années 1920 et suivantes, sans annuler complétement les capacités d'accueil des groupes domestiques et du village: le degré d'ouverture sur le voisinage, sur l'aire matrimoniale et de circulation des jeunes ménages, ne se réduit pas, il n'y a pas renfermement des villageois sur eux-mêmes.

## III) Les transformations des groupes domestiques

L'analyse démographique apporte des informations sur les mouvements qui structurent la courbe de la population communale: le départ des enfants, la mobilité d'un certain nombre de ménages et la baisse de la fécondité des familles stables. Ces phénomènes s'éclairent quand on les met en relation avec les crises et les transformations des systèmes de production locaux. Mais ces mouvements démographiques sont générés au sein de formes d'organisation sociale concrètes, les groupes domestiques, d'où émanent les décisions individuelles qui, en s'agrégeant, configurent l'évolution générale. Il faut analyser la nature et les transformations de ces groupes pour restituer aux mouvements abstraits leur dimension en quelque sorte charnelle.

On observe de 1836 à 1982 une baisse du nombre moyen de personnes par ménage: il était de 4 et plus jusqu'à la crise démographique des années 1870-80 et tombe en 1886 à 3,4. Cette réduction est surtout due aux départs des enfants et des domestiques. Par la suite, le nombre moyen d'individus par ménage baisse lentement, suivant cette fois la chûte de la

4.2

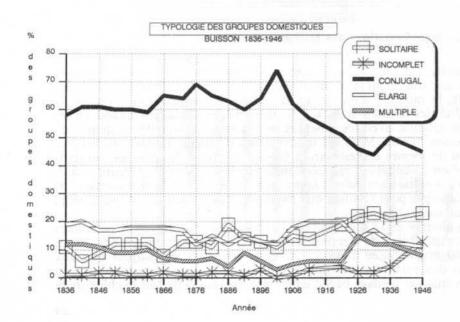
4.0

3.8



BUISSON 1836-1982

3.6 3.4 3.2 3.0 2.8 2.6 1836 1851 1866 1881 1896 1911 1926 1941 1956 1971 Source: recens. de pop.



fécondité, atteignant 2,8 personnes en 1936. Après une légère remontée dans l'immédiat après-guerre (3,1 en 1946), il retombe et il était en 1982 de 2,6.

L'établissement de la typologie des groupes domestiques à chaque recensement 12 et l'évolution dans le temps de la distribution des catégo-

ries de ménages permet plusieurs constatations:

- la forme principale d'organisation des groupes de résidence à Buisson est toujours celle du ménage conjugal simple: entre 75% (en 1901) et 45% (1931) des ménages résidents. On note cependant une tendance à la baisse de cette catégorie au cours de la première moitié du XXème siècle, au profit surtout des ménages solitaires et imcomplets, ainsi qu'une part croissante de couples sans enfants, due davantage à la chûte de la fécondi-

té qu'au départ de l'ensenble de la progéniture.

– les familles-souche (agrégation des types élargi et multiple) regroupent entre 27% (1841) et 14% (1876 et 1886) des ménages, part assez élevée <sup>13</sup> mais néanmoins minoritaire. Après un fléchissement entre 1876 et 1906, période du naufrage démographique, ce type reprend de l'importance, entre 1/5 et 1/4 des groupes domestiques. Comme cette forme d'organisation familiale regroupe un nombre moyen de personnes supérieur aux autres types, c'est en fait entre 1/3 et 1/2 de la population qui, à chaque recensement, vit dans une famille-souche (nous verrons que c'est un nombre encore plus élevé de personnes qui, au cours de leur cycle de vie, a connu ce type de socialisation).

– la part des ménages solitaires tend à s'accroître, notamment après le premier conflit mondial. Il s'agit surtout de ménages de personnes âgées, souvent de veuves. Si le célibat n'est pas un état exceptionnel à Buisson (il est néanmoins rare au-delà de 35 ans, même au plus fort de la crise), il s'accompagne rarement d'une résidence séparée: les célibataires sont en général pris en charge par un groupe domestique plus «complet», auquel ils se rattachent soit par un lien de parenté, soit par une relation de domes-

ticité.

 les frérèches, coexistence de collatéraux adultes au sein du même ménage, ne représentent jamais une part notable des groupes domestiques

et elles ne sont que très exceptionnellement stables.

Mais nous n'avons là qu'un instantané de la distribution des ménages selon différents types au moment des recensements et on ne peut extrapoler la courbe d'évolution des fréquences comme étant celle de chaque ménage pris isolément. Si les ménages conjugaux prennent, au niveau de l'instant, largement le pas sur les familles-souche, celles-ci s'imposent dans l'analyse des cycles concrets d'évolution des ménages comme la norme

dominante de l'organisation familiale.

Pour saisir les transformations de la structure des ménages au cours de leur cycle de vie, j'en ai suivi l'évolution individuelle d'un recensement à un autre, enregistrant leurs passages de catégories à d'autres de la typologie. Je me suis aussi intéressé aux types de ménages qui disparaissent, soit par départ, soit par extinction. Les resultats de cette étude, agrégés sur des périodes de 25 ans, produisent des schémas très complexes, illustrant autant l'incertitude de chaque ménage face à son avenir, toujours menacé par un accident intime (dispariton prématurée d'un de ses membres,

stérilité d'une union...), que la pluralité des stratégies que les chefs de ménages et leurs commensaux peuvent mettre en oeuvre, au-delà des normes que la collectivité leur propose. Mais il m'est apparu au travers de ce fouillis que pouvaient être mis en évidence deux types essentiels d'évolution des groupes domestiques, recouvrant la plupart des observations concrètes et traduisant la suprématie de la famille-souche, ou plus exactement de la famille élargie où cohabitent deux couples, celui des parents et celui de l'un de leurs enfants mariés.

Le premier type d'évolution est celui de la continuité des ménages au travers des générations, de la reproduction des «maisons»: en résumé, le

cycle-maison.

## BUISSON. 1836-1946. CYCLES DE VIE DES MENAGES.

	1836-61	1861-86	1886-1911	1911-46
Nbr de ménages aus début de la période	102	117	113	88
% départs dans la période	32 %	33 %	31 %	26 %
% de ménages passant par famille-souche (départs excl.)	68 %	55 %	51 %	52 %
% de ménages ne pas- sant pas par famille- souche (départs excl.)	32 %	45 %	49 %	48 %
% de ménages éteints	24 %	19 %	26 %	52 %
% de ménages passant par famille-souche (dép. et étaints excl.)	87 %	65 %	68 %	68 %
% de ménages ne pas- sant pas par famille- souche (dep. et éteints excl.)	13 %	35 %	32 %	32 %

On peut prendre n'importe quel point de départ pour décrire un cycle; en raison de sa suprématie statistique instantanée, j'ai choisi comme amorce de l'évolution le ménage conjugal simple couple-enfants. Le schéma idéal de ce cycle-maison est triangulaire:

- au départ, un ménage conjugal simple, avec des enfants qui, peu à

peu, grandissent;

 à un moment donné, l'un d'eux (pas toujours l'aîné, ni un garçon) se marie et reste avec son conjoint dans la résidence des parents, «chassant» peu à peu ses frères et soeurs qui quittent le village ou s'installent séparément; le jeune couple commence à avoir des enfants;

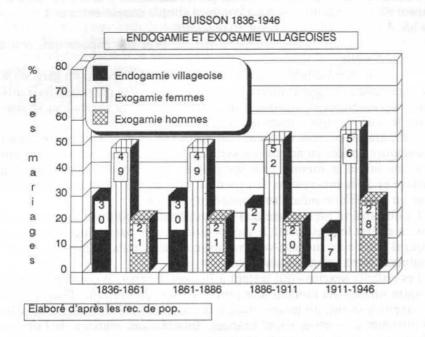
- les grands-parents meurent l'un après l'autre et le ménage se réduit en quelques années au noyau conjugal simple, prêt à entamer un nouveau cycle au fur et à mesure que ses enfants grandissent (l'âge tardif du mariage et de la procréation fait qu'il est rare de voir cohabiter 4 générations au sein d'une même maisonnée).

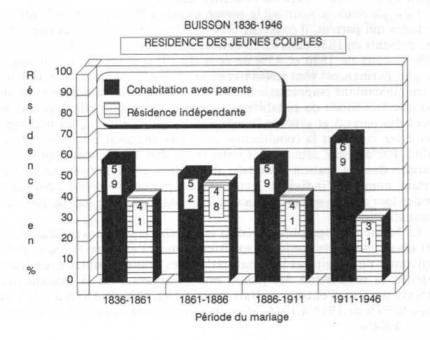
La disparition prématurée de l'un des parents modifie le schéma, mais sans en altérer le sens social: le groupe domestique passe alors du ménage conjugal simple au ménage-veuf(ve) avec enfants, puis au ménage-couple cohabitant avec un ascendant veuf.

Les enfants «exclus» qui restent à Buisson rejoignent comme conjoint un autre ménage ou fondent leur propre groupe domestique. Dans ce cas, ils suivent souvent, du moins jusqu'à la crise, un processus qui débouche lui-aussi sur un cycle-maison: mariage, procréation, mariage de l'un des enfants au sein du groupe de résidence, etc.

Ce cycle-maison constitue la norme sociale à Buisson: en excluant les ménages qui partent, il concerne 66% des devenirs des groupes domestique présents en 1836 dans les 25 années suivantes, 50% de ceux de 1861, 45% de ceux de 1886 et 45% de ceux de 1911, alors que les ménages simples permanents sont respectivement 32%, 45%, 49% et 48%. L'écart entre l'instantané (suprématie du ménage conjugal) et la norme tient au fait que la période de cohabitation est plus brève que celle qui suit le décès des parents et précède le mariage des petits-enfants: les mariages son assez tardifs et la cohabitation n'est pas obligatoirement le fait de l'aîné. Par ailleurs, seul un des enfants est «admis» à rester après son mariage dans la maison parentale: il y a donc à chaque génération un certain nombre d'individus (ceux qui ne partent pas) qui «doivent» fonder leur propre groupe domestique, passant par une longue période d'initialisation.

La baisse démographique réduit le marché matrimonial local et on fait plus appel à des conjoints extérieurs; mais l'exogamie communale croissante ne réduit pas la cohabitation des jeunes couples avec leurs parents: la proportion des jeunes mariés vivant dans la maison des parents de l'un d'entre eux était entre 52 et 59% de 1836 à 1911 et passe à 69% de 1911 à 1946, alors que l'exogamie villageoise s'accroit de 70 à 84%.





Mais si cette cohabitation reste la norme de 1836 à 1946, une mutation sensible dans le «choix» de l'héritier de la maison apparaît: si celui-ci n'a jamais été systématiquement le fils aîné, cette pratique est la plus courante au milieu du XIXème. siècle; par la suite, les bases de la nomination paraissent plus aléatoires, signe d'incertitudes face à l'avenir et à partir du premier conflit mondial on observe une tendance à l'attribution «préférentielle» de la maison à l'enfant le plus jeune et/ou à une fille. On fait alors «entrer un gendre», compromettant la transmission patronymale de la maison.

On assiste aussi à l'arrivée dans les ménages de beaux-parents nés hors de la commune. Si la famille-souche témoigne du maintien d'une règle préférentielle de transmission de la maison, elle tend également à assurer de manière croissante une fonction de refuge de personnes âgées isolées,

plus nombreuses avec la réduction de la fécondité.

La seconde forme d'évolution des groupes domestiques à Buisson est, au contraire du cycle-maison qui assure leur reproduction au fil des générations, celle par laquelle des ménages s'éteignent (une autre voie de disparition étant celle des départs de ménages): en résumé, le chemin de l'extinction.

Son point de départ est l'un quelconque des types de ménages: ménage conjugal simple ou complexe, veuf(ve) avec enfants... L'aspect essentiel de ce chemin est le fait qu'aucun enfant ne prend le relais dans la succession de la maison et que les couples àgés s'éteignent par la mort successive des conjoints. L'évolution peut prendre différentes voies, aboutissant toutes à la disparition:

 famille-souche - ménage conjugal - couple sans enfants - veuf(ve) disparition: il y a rupture du cycle-maison par la scission du couple des

enfants qui rompt la cohabitation;

ménage conjugal - (veuf(ve) avec enfants) - couple sans enfants - veuf(ve)
 disparition: le cycle-maison n'est pas entamé et les enfants quittent le groupe
 de résidence avant leur mariage pour s'établir dans une autre maison ou

quitter le village. Il y a abandon de la maison et des parents.

- couple sans enfants - veuf(ve) - disparition: c'est la stérilité (quelle que soit sa cause, involontaire ou désirée) bloquant les possibilités de reproduction du ménage (la stérilité physiologique d'un couple ne mène cependant pas obligatoirement à l'extinction de sa maison: il peut accueillir d'autres individus -souvent des neveux- et leur transmettre l'héritage. Plusieurs cas ont existé à Buisson, une maison s'étant même transmise deux fois successives par incorporation d'héritiers adoptés).

Le chemin de l'extinction, par scission, abandon ou stérilité prend une plus grande importance au XXème siècle qu'au XIXème: 24% des ménages (départs exclus) de 1836 à 1861, 19% de 1861 à 1886, 26% de 1886 à 1911 et 52% de 1911 à 1946, quand la stérilité devient l'élement décisif de la disparition des groupes domestiques. Ce phénomène contribue évidemment à la baisse démographique enregistrée après 1880, à la réduction du nombre de personnes par ménage et à l'augmentation de la proportion des

vieillards et des isolés.

Le chemin de l'extinction touche plus les ménages du village groupé que ceux des écarts: ce sont les moins bien pourvus en terres qui sont les plus atteints par la crise des activités intensives. Certains tentent au tournant du siècle de compenser la perte du revenu de ces travaux par le développement du commerce: on voit s'installer une boucherie, deux épiceries, un bureau de tabac, un café, témoignage aussi de l'affaiblissement de la production d'auto-subsistance. Mais l'étroitesse de la clientèle locale n'a pas permis à des ménages importants de se maintenir dans le petit commerce, et en 1946 les deux magasins du village et le café son tenus par des veuves solitaires.

L'augmentation des isolés est aussi liée à la réduction du nombre des remariages à partir de la crise: ils représentaient 14% des unions de 1836 à 1861, 21% de 1861 à 1886, mais tombent à 11% de 1886 à 1911 et à 3% de 1911 à 1946. Les causes de ce phénomène vont certainement au-delà de raisonnements en termes de paupérisation ou de réduction du marché matrimonial local, et contentons-nous ici de le constater.

Seul un examen détaillé des «biographies» de différents groupes domestiques au fil des générations permettrait de comprendre précisément par quels mécanismes on passe d'un cycle reproductif à un chemin de départ ou d'extiction, introduisant en particulier les niveaux de patrimoine comme élément central de la perpétuation ou non d'une maison. Mais retenons, au terme de cette présentation des évolutions des groupes domestiques, que le modèle de la famille-souche à continué à s'imposer au long de la période, le ménage conjugal simple n'étant, malgré son importance instantanée, qu'un passage dans un cycle-maison complet ou une étape vers le départ ou l'extinction.

#### Conclusion

Il n'est pas possible par l'analyse d'une seule commune de tirer des enseignements définitifs sur les relations entre les transformation économiques et les formes d'organisation des groupes domestiques. Des observations faites sur d'autres villages du Vaucluse m'incitent même à affirmer que des réponses différentes y ont été données à la remise en cause lors des crises des années 1860 du modèle intensif développé presque partout au début du XIXème siècle: par exemple dans les plaines où un système maraîcher et arboricole spécialisé a vu le jour dès les années 1880. Néanmoins, pour cette commune -et rien n'interdit de penser qu'elle soit la seule dans ce cas-, trois conclusions me paraissent pouvoir être établies:

- au niveau économique, la crise conduit, après des tentatives pour sauver les formes productives intensives anciennes, à une spécialisation à orientation marchande qui se traduit par une extensification agricole: la viticulture. L'abandon des activités para-agricoles domestiques produit une «réagrarianisation» (selon l'expression de P. Kriedte, 1981: 160) dont les conséquences sont la réduction de la dimension économique du terroir et l'apparition d'un excédent démographique.

- la transformation productive s'accompagne d'une mutation du modèle de développement démographique qui, dans cette commune rurale, évolue vers des formes dont on attribue souvent l'origine à l'urbanisation. et d'abord vers la réduction de la fécondité des ménages. Mais s'il est évident que cette mutation est une réponse aux crises de la fin du XIXème siècle, je ne peux en déduire qu'elle en est la conséquence mécanique. On ne peut écarter l'hypothèse qu'elle s'inscrive dans une stratégie consciente des propres acteurs des ménages du village.
- en effet, la transformation des systèmes productifs et des modèles demographiques n'a pas fondamentalement affecté la norme dominante d'organisation familiale et de transmission des maisons particulière à cette zone, même si elle ne permet sa reproduction que sur une base rétrécie et si la circulation entre les ménages s'est faite moins active qu'auparavant, sans pourtant se tarir.

Il manque bien sûr pour étayer ces conclusions des comparaisons avec d'autres communes et une analyse des relations autres que matrimoniales (et de circulation des cycle-life servants) entre les groupes domestiques, une étude des transformations de l'organisation de la collectivité rurale dans son ensemble et de ses relation avec son environnement social et économique. Mais il me semble avoir démontré que l'articulation entre les processus de transformation des systèmes de production, les évolutions démographiques et les formes d'organisation familiale relevait de logiques non mécanistes qui sont à l'origine de la reproduction de la diversité des sociétés rurales.

#### NOTES

Cf. M. Agulhon, (1980).
 En particulier P. Laslett et R. Wall dir., (1972).

 En 1862, 14 exploitations sur 107 ont plus de 10 ha et aucune plus de 30; en 1929, 17 sur 70 et aucune plus de 40 ha; en 1980, la moyenne des exploitations est de 9 ha.

 En légère expansion cependant, quelques défrichements de bois et landes ayant lieu. 5. Qui provoque des effets pervers: la multiplication des graines de ver à soie entraîne une aggravation de l'épidémie, déjà due à la densité et aux mauvaises conditions d'hygiène des

 Qui n'est pas sans rappeler, dans la période de l'expansion comme dans celle de la crise qui renforce l'intensification, le comportement démographique des populations protoindustrielles. Cf. P. Kriedte, H. Medick et J. Schlumbohm (1981, chapître 3).

7. En 1929, il y a à Buisson 28 magnaneries, dans plus d'un tiers des ménages, ne produisant cependant qu'une tonne de cocons, le quart de la production des années de prospérité.

8. Cf. par exemple Ph. Pinchemel (1957).

9. Au minimun, car il est probable que des mouvements de plus courte durée que les intervalles inter-censitaires ont eu lieu.

10. Pour les jeunes exclus de la succession de la maison, les gages économisés devaient aussi fournir une base de départ complétant leur «légitime» ou leur dot.

<sup>\*</sup> Je remercie MM. Peter Laslett et Jean-Louis Flandrin pour les observations qu'ils m'ont adressées à la suite de la lecture d'une première version de cet article. Les imperfections qui v subsistent restent cependant de ma seule responsabilité.

11. C'es à dire l'âge de la personne décédée au moment aù elle figure pour la dernière fois sur les listes nominatives de population. Les décès «sûrs» sont ceux entraînant le veuvage du conjoint au recensement suivant, les autres étant ceux de personnes de plus de 60 ans disparaissant d'un recensement à un autre.

12. Je me suis servi ici de la typologie établie par le groupe de Cambridge (cf. P. Laslett et

R. Wall, 1972). Cette typologie est aussi présentée par J.L. Flandrin, (1984).

 Pour des comparaisons avec d'autres régions d'Europe, cf. J.L. Flandrin (1984: 240-43).

#### BIBLIOGRAPHIE

AGULHON, M.

40 «Vues nouvelles sur la France Rurale du XIXème siècle». In: Cullen, L.M. et Furet, F. (dirs.). Irlande et France, XVII-XXème siècles. Pour une histoire rurale comparée. Paris. EHESS (213-222).

CHEVALIER, D.

1985 «Bibliographie sur la parenté». Terrains, 4: 77-82.

FLANDRIN, J.L.

1984 Familles, parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société.
Paris. Seuil.

GOODY, J.

1985 L'évolution de la famille et du marriage en Europe. Paris.

HERITIER, F.

1981 L'exercice de la parenté. Paris. Seuil.

KRIEDTE, P.; MEDICK, H.; SCHLUMBOHM, J.

1981 Industrialization before industrialization. Cambridge. Cambridge University Press.

LASLETT, P. et WALL, R. (dir.)

1972 Household and family in the past time. Cambridge. Cambridge University Press.

MENDRAS, H.

1970 La fins des paysans. Paris. Armand Colin.

1976 L'Histoire de la France Rurale. Paris. Seuil (tomes 3 et 4).

1976 L'Histoire des paysans français. Horvarth.

MESLIAND, C.

1980 Paysans du Vaucluse (1860-1939). Thèse de Doctorat d'Etat. Paris X.

PINCHEMEL, Ph.

1957 Structures sociales et dépopulation rurale dans les campagnes ricardes de 1836 à 1936. Paris. Armand Colin.

WEBER, E.

1983 La fin des terroirs. Paris. Fayard.